

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

Auxerre, le 15/10/2024

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 12/07/2024

**Contexte et constats**

Publié sur 

**YNOVAE**

3 Rue de l'Agriculture  
89150 Saint-Valérien

Références : 240492  
Code AIOT : 0024900022

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2024 dans l'établissement YNOVAE implanté 3 Rue de l'Agriculture 89150 Saint-Valérien.

Cette visite d'inspection a été réalisée suite à un départ de feu dans le séchoir du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- YNOVAE
- 3 Rue de l'Agriculture 89150 Saint-Valérien
- Code AIOT : 0024900022    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le site est un SETI (Silos à Enjeux Très Importants). Il est classé sous le régime de l'autorisation, au titre de la rubrique 2160-2 de la nomenclature des installations classées pour le stockage de céréales en silos verticaux d'une capacité de 15200 m<sup>3</sup> et sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2160-1 pour le stockage en silos plats d'une capacité de 27600 m<sup>3</sup>

**Attributs de l'inspection :**

Contexte de l'inspection (Accident)

Type d'inspection (Avec contrôle inopiné)

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cette visite d'inspection a été réalisée suite à un départ de feu dans un séchoir du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Déclaration des incidents et accidents	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	Demande d'action corrective	1 Mois
2	installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le départ de feu dans le séchoir a été maîtrisé. Une fiche de notification d'incident a été transmise à l'inspection. Toutefois, l'exploitant doit informer la Dreal lors d'un incident ou accident.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration des incidents et accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Déclaration des incidents et accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a déclaré les événements suivants : Le 08/07/2024, vers 10 h 00 du matin, le chef du silo a constaté la présence de fumées au niveau du séchoir du site. La fumée étant trop épaisse pour pouvoir accéder en haut du séchoir, l'exploitant a appelé le SDIS. Arrivés sur le site à 10 h 15, les pompiers n'ont pas pu identifier à leur tour, si le feu était dans le séchoir ou au-dessus de celui-ci et cela à cause des fumées. Les pompiers sont intervenus à l'aide d'un camion nacelle afin de créer une ouverture sur le toit située au-dessus du séchoir pour laisser s'évacuer la fumée. De l'eau a été, également, envoyée dans le séchoir. Suite à l'évacuation des fumées, les pompiers ont pu localiser l'origine de l'incendie. Il s'agit d'un départ de feu dans un moteur du transporteur de chaine, permettant le remplissage du boisseau de céréales qui alimente le séchoir. La plateforme en métal sur laquelle se trouve ce moteur, située juste au-dessus du boisseau, a laissé la poussière incandescente tomber sur le tas de grain de tournesol stocké dans le séchoir, ce qui était à l'origine de la production de fumée importante. L'accès au site était interdit à toutes les personnes autres que les pompiers et les responsables du site. Vers 16 h 00, le personnel d'exploitation du site a procédé, sous la surveillance des pompiers, à la vidange de 15 tonnes de tournesol stockées dans le séchoir par étapes, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>- passage du grain dans le readler ;</li><li>- ouverture de la trappe permettant de faire couler le grain hors du boisseau dans le pied d'élévateur ;</li><li>- vidange du grain à l'aide d'une suceuse à grain.</li></ul> Le boisseau a été vidé complètement, vers 18 h 00. L'exploitant a procédé au contrôle des parois du séchoir et les pieds des élévateurs pour s'assurer de l'absence de résidus de céréales restant encore en feu. Une surveillance à l'aide d'un drone équipée d'une caméra thermique a été réalisée, en parallèle, par les pompiers. Un dernier contrôle dans le séchoir à été effectué par la trappe homme avant le rangement du matériel par les pompiers qui ont quitté les lieux à 20 h 00. L'exploitant a transmis, par courriel en date du 14/05/2024, une fiche de notification d'incident réclamée par l'inspection. <b>Non-conformité 1 :</b> L'exploitant n'a pas contacté la DREAL pour l'informer qu'un incendie s'est produit sur le site. L'exploitant doit déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant doit déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.


**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites


**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 Mois

## N° 2 : installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li></ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté une copie du rapport de vérification des installations électriques du site établi par VERITECH, en date du 03/10/2023.</p> <p>L'organisme vérificateur mentionne un avis conforme pour les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas justifié du traitement des écarts mentionnés dans ce rapport (<b>Non-conformité 2</b>).</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui fournir le calendrier de réalisation des travaux électriques qui devront permettre de lever les écarts constatés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui fournir le calendrier de réalisation des travaux électriques qui devront permettre de lever les écarts constatés.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
<b>Constats :</b> Les extincteurs vus le jour de la présente inspection ont fait l'objet de vérifications par la société ARLI, en date du 19/09/2023 (30 extincteurs en bon état et 3 remplacés). 2 poteaux d'incendies situés à proximité immédiate des installations ont été vus, le jour de la visite. Le silo béton dispose d'une colonne sèche et de piquages pour l'inertage sur les gaines de ventilation des cellules.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>